

En Palestine, la jeunesse sonne la révolte !

Par Me Maurice Buttin, avocat honoraire.

Président du Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient

D'aucuns ont évoqué le début d'une « troisième Intifada ». Nous n'en sommes pas encore là. Mais la situation est de plus en plus tendue, tant en Palestine occupée - tout particulièrement à Jérusalem-Est - qu'en Israël même. La RCJ (1), relayant les medias israéliens, évoque un climat de « terreur » dans laquelle vit le peuple israélien juif apeuré !

Une nouvelle génération palestinienne s'est soulevée. Elle ne peut plus supporter comme une routine des décennies d'occupation de son pays, d'expropriation, d'oppression, d'humiliation quotidienne, de discriminations, de nettoyage ethnique, d'apartheid, de violation des droits de l'Homme et du droit international, de crimes de guerre et contre l'humanité, dans lesquelles elle vit depuis sa naissance. Les « Accords d'Oslo », c'est bel et bien fini, et depuis longtemps. Désespérés, les « orphelins d'Oslo », comme les appelle Piot Somar dans *Le Monde* du 11 octobre, sont prêts à se sacrifier, à agir quel qu'en soit immanquablement le prix. Ce soulèvement se paye. C est une jeunesse qu'on assassine impunément.

Depuis la mi septembre, on assiste d'un côté, à une série d'attaques, à l'arme blanche, couteau, voire tournevis, ou à la voiture bélier, commises par de jeunes, voire de très jeunes Palestiniens isolés - appelés terroristes, quel que soit leur âge - contre des soldats israéliens ou des civils. Certains observateurs ont, à l'occasion, fait état d'une « Intifada des couteaux » ! Mais, combien de jeunes, dits « terroristes », ont été « abattus », sous le prétexte qu'ils avaient « sorti un couteau pour commettre un attentat », alors qu'ils n'en disposaient pas. Ces faits sont rapportés par Euro-Med (l'Observatoire méditerranéen des droits de l'homme), les abus d'Israël étant désormais filmés par les « *journalistes citoyens* ».

De l'autre, à des confrontations quotidiennes - dont les médias parlent beaucoup moins - dans des zones telles que Hébron, Bethléem, Ramallah et Qalqilia, sans omettre la bande de Gaza, entre des jeunes Palestiniens, le visage masqué par un tee-shirt ou un foulard, armés de lance-pierres et de cocktails Molotov et des soldats israéliens lourdement armés. Les salves de bombes lacrymogènes utilisées sont parfois meurtrières. Les soldats tirent, eux, à balles en acier recouvertes de caoutchouc, ou désormais, le plus souvent, à balles réelles ! Des snipers même interviennent lors de simples manifestations non-violentes ! On assiste aussi à des agressions de colons de plus en plus violents.

Les violences se sont surtout concentrées dans Jérusalem-Est et dans la région d'Hébron, où quatre cent colons vivent toujours dans la vieille ville, protégés par 1500 soldats. Mais elles apparaissent aussi en Israël même. Désormais en Cisjordanie, à Jérusalem, à Gaza et dans l'Etat d'Israël, le peuple palestinien éprouve la même angoisse, les mêmes souffrances et la même solitude face au silence des dirigeants occidentaux et n'hésitons pas à le dénoncer, des dirigeants des Etats arabes, forts pour faire des déclarations, mais peu disposés à aider les Palestiniens de quelque façon concrète.

Fait marquant, pour la première fois des jeunes filles se joignent aux garçons pour lancer des pierres aux soldats israéliens ou manier du couteau. La tête recouverte d'un keffieh, remonté sur le nez, ces jeunes Palestiniennes crient leur ras-le-bol de l'occupation. L'une d'elle

raconte : « *Les garçons nous empêchent de nous approcher des soldats israéliens de peur que nous soyons blessés, mais nous n'avons pas peur* ».

« *Tant qu'il s'agit de risquer sa vie pour le pays personne n'empêche les filles de s'impliquer, même les partis islamistes* » déclare Hanan Ashraoui - enseignante universitaire, membre du Conseil législatif palestinien - à Mélinée Le Priol, journaliste de *La Croix*. « *Mais pour les postes clés et les grandes décisions, les hommes conservent le pouvoir. J'espère que ces jeunes femmes sauront transformer leur mobilisation en action politique* ».

La panique est telle chez les Israéliens qu'on a vu un demandeur d'asile érythréen, pris pour un auteur d'attentat, lynché à mort par des civils israéliens déchainés ! Le journal *Maariv*, de Tel Aviv (2) évoque une dynamique de la haine aujourd'hui à l'œuvre en Israël : « *Quel est le rapport avec tous ces Juifs qui se poignent les uns les autres, simplement en raison de leur physique (oriental), qui les fait prendre pour des Arabes ? Quel rapport ? La conspiration du silence. La rupture du lien social. Le déni. Le soupçon. La haine. (...). Depuis le début du mois d'octobre, les incitations au meurtre racistes et les incitations au meurtre contre les Arabes et les gauchistes ont explosé sur Internet (...) Les militants du Tag Mehir ou de Lehava - groupes extrémistes nationalistes religieux - sont la preuve que nous n'avons plus à faire à du terrorisme individuel, mais à des organisations à la symbolique fasciste et à l'idéologie raciste. Le temps nous est compté.* »

Il faut dire que la ministre de la Justice, Ayelet Shaked, le 1^{er} juillet, peu avant que le jeune palestinien de Jérusalem soit enlevé et brûlé vif, n'avait pas hésité à proclamer : « *La totalité du peuple palestinien est l'ennemi* » et avait appelé à sa destruction « *y compris les vieillards et les femmes, ses villes et ses villages, ses propriétés et ses infrastructures* ».

La réaction de l'Etat israélien

Face à la résistance désespérée de la jeunesse, le gouvernement a réagi avec une extrême violence. L'armée a multiplié les meurtres de jeunes « jouant » du couteau, ou supposés allant « jouer » du couteau. Elle a « *tiré pour tuer* », selon les associations israéliennes elles-mêmes, pour réprimer les manifestations dans la région d'Hébron. Elle a construit des barrages, dits temporaires, dans les quartiers palestiniens de Jérusalem-Est ou autour d'Hébron. Elle a effectué des contrôles d'identité de plus en plus stricts. Elle a décidé de retirer leur carte d'identité aux auteurs d'attentats - quand ils sont laissés en vie - et à tous les membres de leur famille ; elle a procédé à des centaines d'attestations... Comme pendant les trois guerres successives menées contre les Gazawis - dont la dernière en août 2014 a fait plus de 2400 morts et des centaines de blessés - l'Etat israélien peut bien être qualifié d'Etat terroriste.

Ainsi, sous le prétexte de sa sacro-sainte « sécurité » et de la lutte contre les « terroristes » - tout Palestinien est a priori un « terroriste » en puissance ! - l'Etat israélien met en œuvre des moyens militaires considérables contre le peuple palestinien, relayés par les colons extrémistes.

Chaque jour apporte son lot de victimes, en particulier parmi les jeunes Palestiniens. A l'heure où j'écris ces lignes, nous en sommes à plus de 120 morts - dont de nombreux enfants de moins de 16 ans et des femmes - ; 12000 blessés, dont 3600 par balles (« réelles » dans un grand nombre de cas). Plus de 1700 Palestiniens ont été arrêtés, après des fouilles et des

perquisitions, - à « l'heure du laitier » - de leur maison, très souvent musclées ! Cas le plus atroce : un Palestinien exécuté sommairement dans un hôpital !

« Sur le plan offensif, nous allons partout, a assuré le Premier ministre. Nous entrons dans les villages, dans les communautés et les maisons, et nous conduisons des arrestations très répandues. Il n'y a aucune restriction aux actions des forces armées et des forces de sécurité ».

Benjamin Netanyahu a annoncé la fouille *« de tous les véhicules palestiniens sur les routes principales »*, la multiplication des routes de contournement en Cisjordanie, pour éviter les points de friction habituels, et la révocation des permis de travail pour les familles des « terroristes ».

De leur côté, il faut le noter, les Israéliens ont eu près de 20 morts et de nombreux blessés, par des coups de couteau de jeunes Palestiniens, ou par des attaques à la voiture bélier. Retenons ici qu'un Israélien tué, c'est un Israélien « assassiné, » mais qu'un Palestinien tué, c'est un Palestinien « abattu », selon l'expression des médias locaux, reprise en France par la R.J.C. – abattu comme une bête sauvage donc !

De passage à Jérusalem le 24 novembre, le secrétaire d'Etat étasunien John Kerry y est allé de son petit couplet : *« Personne ne devrait avoir à vivre au quotidien avec la violence, les attentats dans la rue, commis à l'aide de couteaux ou de voitures (...). J'exprime ici une condamnation totale de tout acte de terrorisme qui coûte la vie à des innocents ».* Pas la moindre critique à l'encontre de l'Etat d'Israël pour la manière dont les jeunes Palestiniens sont victimes d'exécutions sommaires, extra judiciaires ; pas plus, bien sûr, que pour la poursuite depuis 1967 de l'occupation de la Palestine.

Après la mort de ces jeunes Palestiniens, la sanction est immédiate : c'est la destruction au bulldozer de leur maison familiale, ce qui transforme en victimes des innocents. Au surplus, les corps des « martyrs » sont retenus par les autorités israéliennes au grand dam de ces familles, au motif d'éviter les affrontements qui pourraient suivre les funérailles. En fait, on assiste là à une véritable double punition collective.

Combien de temps cette violence va-t-elle continuer ? Combien de temps les gens vont-ils souffrir de la perte de membres de leur famille, d'amis et de maisons ? Combien de temps le peuple palestinien va-t-il continuer à subir ces punitions collectives ? Ces destructions de maisons ? Ces incendies de mosquées ou d'églises ? Ces arrachages d'oliviers et autres arbres fruitiers ? Ces interdits de circulation ? Ces arrêts des heures entières aux checkpoints ?

Autre sanction encore : La fermeture de stations de radio palestiniennes. L'armée israélienne a fermé, dans la nuit du 28 au 29 novembre, une troisième station en un mois à Hébron, en l'accusant *« d'encourager le terrorisme contre les civils et les forces de sécurité israéliens »* ! Le matériel de cette station a été confisqué, comme celui de deux autres stations privées auparavant.

L'armée israélienne a aussi bombardé à nouveau la bande de Gaza, à plusieurs reprises en novembre et décembre, en réaction à des tirs de roquettes.

La question essentielle : l'occupation de la Palestine !

On observe donc, aujourd'hui, un développement encore plus actif de la résistance populaire non violente en Palestine occupée, et à des gestes désespérés de certains jeunes. Qu'elle en est la raison ou, plutôt, quelles en sont les raisons ?

L'échec total des « Accords d'Oslo », et des vingt-deux années de négociations - de « processus de paix » - qui ont suivi, toujours bloquées par le gouvernement israélien. Elles ont eu pour seul résultat, l'expansion sans fin des colonies ; l'annexion, de facto, de la moitié des 22 % de la Palestine mandataire, laissés aux Palestiniens après les armistices de 1949 et réclamés par eux lors de la proclamation de leur Etat le 15 novembre 1988.

Une autre raison est la violence accrue des colons, protégés par l'armée israélienne et jamais condamnés en cas d'attaques criminelles de leur part. A ce sujet, on peut relever en juillet 2014, l'enlèvement d'un jeune palestinien, brûlé vif par la suite par des colons, et, le 30 juillet 2015, le cas de cocktails Molotov jetés dans une maison palestinienne par des colons, brûlant vif un bébé âgé de 18 mois, ses parents devant décédés peu après à l'hôpital des suites de leurs blessures. Les colons ont attaqué plusieurs villages palestiniens, mettant le feu aux oliviers, lançant des pierres sur les maisons, les dévastant, fracassant les voitures

Autre raison, point très noir, les tentatives de certains dirigeants israéliens, voire de membres du cabinet du Premier ministre, de remettre en question le *statu quo* négocié en 1967 par Moshe Dayan et le roi Hussein de Jordanie sur la gestion de l'esplanade des Mosquées, le *Haram El-Sharif*.; la violation de cet esplanade par de jeunes colons israéliens agressifs ; les parades provocantes de députés et ministres israéliens ; l'intervention violente de la police sur l'esplanade, voire dans la Mosquée même d'Al-Aqsa, contre de jeunes musulmans ; la persistance d'interdire son accès à la jeunesse palestinienne et pas seulement à elle...

Sait-on que si les Israéliens juifs et les juifs du monde entier, comme les chrétiens du monde entier aussi, peuvent aller prier sur leurs lieux Saints, ceux-ci sont interdits à la grande majorité des musulmans et des chrétiens demeurant en Palestine occupée, cela depuis mars 1993 !

Finalement, « *la source de toutes les violences* », comme l'a répété cent fois Mgr. Sabbah, patriarche latin émérite de Jérusalem, « *c'est l'occupation de la Palestine* ».

A ce sujet, le Docteur Mustafa Barghouti, Secrétaire générale de l'Initiative Nationale Palestinienne, membre du Conseil Législatif Palestinien, déclare également : « *Le soulèvement de la jeunesse palestinienne résulte d'une accumulation de facteurs qui ont tous une seule origine : l'occupation de la Palestine qui dure depuis 48 ans, la plus longue de l'histoire moderne. Ce qui se passe aujourd'hui n'a rien de religieux.*

On nous a promis une solution qui n'a jamais été réalisée. Les Palestiniens ont été forcés d'accepter un douloureux compromis - un Etat constitué de moins de la moitié du territoire qui leur fut promis par l'ONU. Les leaders ont signé les « Accords d'Oslo », mais les Palestiniens n'en obtinrent que plus de colonies, d'oppression et plus d'atteinte à leur dignité. La jeune génération palestinienne ne voit aucun avenir pour elle. Le taux de chômage pour des jeunes diplômés est de plus de 60 % ».

L'originalité du mouvement des jeunes Palestiniens

Il fait ici noter que, contrairement aux deux Intifadas de 1987 et de l'an 2000, les jeunes Palestiniens n'ont suivi et ne suivent aucune directive d'aucune sorte, ne se revendiquent d'aucune appartenance politique, Fatah ou même Hamas. Il s'agit d'initiatives individuelles et spontanées. La reconquête de la dignité perdue. Mais à quel prix ! Sans doute y a-t-il des leaders ou de futurs leaders parmi eux - s'ils ne sont pas « abattus » avant ? - mais ils n'apparaissent pas au grand jour aujourd'hui.

Le Premier ministre israélien a accusé Mahmoud Abbas, d'inspirer ces jeunes. Un mensonge de plus ! C'est la politique même de Netanyahu qui cherche à mettre le feu partout pour réprimer par la suite la révolte. Le président de l'Autorité palestinienne, bien au contraire fait tout, avec ses services de sécurité, pour, disent ses amis - sans doute à juste raison - « protéger son peuple, conscient du déséquilibre entre les soldats israéliens surarmés, autorisés à tuer, et les jeunes résistants palestiniens ». L'armée israélienne et le Shin Bet ont d'ailleurs rapporté que, malgré le discours d'Abbas fin septembre à l'ONU, où il menaçait de se retirer des accords avec Israël, la coopération entre les forces de sécurité israéliennes et palestiniennes s'est poursuivie en Cisjordanie.

Mais les appels au calme du Président palestinien n'ont pas eu grand effet. Son crédit est épuisé auprès de la jeunesse. Il faut dire que pour remercier les Palestiniens de la meilleure sécurité fournie, ils ont subi davantage d'occupation et de colonisation ! Les appels à la lutte de membres du Hamas, qui essayent de récupérer un mouvement qui leur échappe, ne sont pas plu suivis : « *Le Hamas a plutôt tendance à courir après la jeunesse qu'à l'entraîner* » écrit Julien Salingue.

L'ancien directeur de Shin Bet - le service de sécurité intérieur israélien – Ami Ayalon, dans un récent éditorial à plusieurs, a écrit lui-même : « *Les Israéliens auront de la sécurité lorsque les Palestiniens auront de l'espoir* ».

La stratégie du Président palestinien

Après Yasser Arafat, Mahmoud Abbas a joué et joue la stratégie de libération à travers la diplomatie, en utilisant la communauté internationale. Il sait que plus de 130 Etats soutiennent aujourd'hui l'Etat de Palestine à l'ONU. Il a obtenu l'adhésion du pays, à part entière à l'UNESCO en octobre 2011 ; l'entrée du pays comme « observateur » à l'ONU en novembre 2012 ; cette année, la levée du drapeau palestinien au côté de tous les drapeaux des Etats membres de l'ONU...

« *Avec des trésors de patience, écrit Uri Avnery (2), Mahmoud Abbas accumule lentement des points aux Nations Unies. (...) Il cherche à gagner du temps. (...) Les Israéliens sont impatients par nature, les Arabes sont patients au mal. Les Arabes admirent le chameau, un animale d'une patience infinie. Les Arabes ont une très longue histoire, alors que les Israéliens n'en ont quasiment pas* ».

Mais, cela dit, sur le terrain, la situation n'a fait qu'empirer. Pour le commun des mortels palestinien toutes ces avancées n'ont en rien modifié son vécu quotidien sous occupation. Mieux le temps gagné par Israël lui a permis de développer les colonies, d'encercler un peu plus les grandes villes palestiniennes, de couper la Cisjordanie en deux. De mettre fin de facto à toute idée des « deux Etats », à l'échange de « *la paix contre la terre* ».

La communauté internationale ne réagit pas pour autant. Elle est incontestablement complice

du drame vécu par le peuple palestinien depuis plus de quarante-huit ans. Comment expliquer aux jeunes Palestiniens la politique des « deux poids, deux mesures » de l'Occident ? Ainsi, on constate qu'il n'y a quasi aucune sanction contre l'Etat d'Israël, qui bénéficie d'une totale impunité, alors que l'U.E. a prolongé de six mois ses sanctions économiques contre la Russie accusée de manipuler les séparatistes du Donbass en Ukraine !

Et pourtant les Occidentaux devraient comprendre qu'aider les Palestiniens et imposer aux Israéliens de faire la paix par la justice, c'est éviter le suicide de l'Etat d'Israël dans le long terme.

Pour terminer cet article, j'aborderai trois questions concernant Israël.

L'étiquetage des produits des colonies

C'est le 11 novembre 2015 que la Commission européenne a décidé « *l'étiquetage des produits originaires des colonies israéliennes implantées dans les territoires occupés par Israël depuis 1967* », dans la Palestine et le Golan occupés donc. Cette application du droit international - enfin ! - n'est pas propre à l'U.E. La Grande-Bretagne, par exemple, procédait à cet étiquetage depuis 2009.

Il est dit à ce sujet que les marchandises en provenance des colonies représentent « moins de 1 % » du total des échanges commerciaux entre l'U.E. et Israël. Ce n'est pas exact. L'économie israélienne n'est pas divisée par l'ex « ligne verte ». Les banques, les compagnies téléphoniques, les chaînes des supermarchés sont les mêmes de part et d'autre.

Déjà en 2004, Israël avait été dans l'obligation de signer un accord, qui excluait les produits en provenance de ces territoires occupés des tarifs douaniers préférentiels, dont il bénéficie de la part de l'U.E.

En 2013 encore, l'U.E. a appliqué le même principe au financement accordé à des universités israéliennes dans le cadre du programme de recherche « *Horizon 2000* », dont Israël est partie prenante. 500 millions d'euros de financement était en jeu... Le gouvernement israélien a dû s'incliner : il s'est engagé à ne pas utiliser ces fonds dans les territoires occupés.

A priori, la dernière décision devrait avoir un impact sur le processus de paix – du moins le croit-on à Bruxelles. En tout état de cause, elle marque concrètement la reconnaissance par l'U.E. des frontières de 1967. On peut penser aussi qu'elle va encourager le mouvement B.D.S. (*Boycott - Désinvestissement - Sanctions*) lancé le 9 juillet 2005, aux sociétés civiles internationales et aux gens de conscience du monde entier, par un appel de 172 partis, organisations et syndicats représentant la société civile palestinienne, pour faire respecter par Israël le droit international qu'il ignore superbement.

Notons-le ici : la France est le seul pays au monde où l'appel au boycott est illégal – selon un arrêt récent de la Cour de Cassation.

Mais sur le plan international la mobilisation est en marche. Il n'y a pas un mois où nous n'apprenons que tel syndicat ; que telle université, que telle Sté a décidé d'appliquer le boycott. Cela devient à ce point inquiétant pour Israël qu'une centaine d'hommes d'affaires israéliens ont publié une lettre dans un journal local, en janvier 2014, pour attirer l'attention

du gouvernement, à la suite d'une série de désinvestissement de la part de banques européennes, de fonds de pension, mais aussi de ruptures de contrats, de marchés publics, de nouveaux investissements. L'African National Congress (ANC), au pouvoir en Afrique du Sud, a même appelé à un boycott total avec Israël, sur tous les plans économiques, culturels, académiques, touristiques.

Il est certain que pour en arriver au choix politique envisagé - le retour au processus de paix ? - la décision de l'U.E. aurait été beaucoup plus efficace si elle avait envisagé une interdiction pure et simple d'importation des produits des colonies, ce qui aurait été plus logique puisque produits dans des territoires occupés.

Quoi qu'il en soit, à la simple mesure prise, Benyamin Netanyahou a immédiatement répondu en suspendant les contacts diplomatiques avec l'U.E sur le conflit israélo-palestinien ! (Sans pour autant aller jusqu'à supprimer les contacts avec les responsables nationaux représentant les Etats membres de l'U.E...). Il l'a fait en des termes proprement scandaleux : « *L'étiquetage des produits de l'Etat juif par l'U.E. réveille de sombres souvenirs* ». Il a choisi ces mots pour que le sous-entendu soit clair : l'étiquetage est mis sur le même plan que l'étoile jaune cousue sur les vêtements des juifs dans les années 1940 !

L'interdiction de la branche nord du Mouvement islamique

A celle-ci s'ajoute, fin novembre, l'arrestation de son leader, le cheikh Raed Salah. Il s'agit là d'une grave décision prise par le gouvernement israélien. Ce mouvement dispose, en effet, d'un important réseau de bienfaisance et de protection sociale. C'est une attaque directe contre la communauté palestinienne en Israël. Jusque-là la répression avait été dirigée contre des individus, ainsi l'éviction du leader intellectuel, Azmi Bishara ou l'arrestation d'activistes. Aujourd'hui, c'est un premier parti politique qui est interdit. A qui le tour demain ?

Sans doute, pareille décision - la « guerre contre le terrorisme », contre l'Etat islamique voisin, légitime toutes les décisions pense Netanyahou - est, en fait, une réponse à la formation lors des dernières élections d'une liste unifiée par les Palestiniens d'Israël, appuyés par certaines forces juives.

La découverte de pétrole dans le Golan

Profitant de la situation pour le moins cahoteuse du pouvoir syrien - notre pays, voici encore quelques semaines, persistait à exiger le départ du président Bachar Al-Assad - le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, a demandé, fin novembre, à Barak Obama sa bénédiction, a posteriori, pour l'annexion, en décembre 1981, du plateau du Golan occupé en juin 1967...

Cette demande faisait tout simplement suite à la découverte par une filiale israélienne de la Sté pétrolière étasunienne *Genie Energy* d'importantes réserves de pétrole dans le Golan (« potentiellement des milliards de barils »?)...

Cette découverte devrait, selon le droit international - violé par Israël par l'annexion -, revenir à la Syrie. D'où la requête de Netanyahou. Le président étasunien ne lui a pas répondu. Un

membre de la Maison Blanche, confirmant le fait, a ajouté : « *Il était difficile de déterminer si Netanyahu parlait sérieusement* ».

L'ONG palestinienne de défense des droits de l'Homme Al-Haq a publiée début décembre un rapport révélant la fermeture systématique et forcée de Gaza dans le but de protéger les intérêts des compagnies gazières israéliennes et américains.

En guise de conclusion,

je prendrai des extraits de la déclaration *Kairos Palestine* (4) à l'occasion de la Journée Internationale de Solidarité avec le peuple palestinien, le 29 novembre 2015 :

« Depuis mi-septembre ; nous avons été l'objet d'une violence exceptionnelle, massive, de la part des forces israéliennes d'occupation et des colons israéliens. (...).

« Nous pleurons toutes les victimes innocentes de ces dernières semaines. La résistance est un droit et un devoir pour les Chrétiens et pour tous les Palestiniens. Nous apportons clairement notre soutien à ce droit de résister à l'occupation ininterrompue et aux agressions des gouvernements israéliens successifs et nous appelons ici à une résistance dans la logique de l'amour. (...).

« Il n'y aura pas de paix juste sans la fin de l'occupation israélienne.

« Il n'y aura pas de paix juste sans arrêt des démolitions de maisons.

« Il n'y aura pas de paix juste sans la fin du blocus de Gaza.

« Il n'y aura pas... sans la libération des prisonniers innocents.

« Il n'y aura pas ... sans l'arrêt et la condamnation des tueries.

« Il n'y aura pas... sans une vie de dignité pour TOUT le monde.

(1) Radio de la Communauté Juive.

(2) Extraits du Courrier International du 12 ou 18 novembre 2015.

(3) Dans son BLOG du 10 octobre 2015.

(4) Le patriarche émérite latin de Jérusalem, Michel Sabbah, l'évêque luthérien de Jérusalem Munib Younan, l'archevêque orthodoxe grec de Jérusalem Théodosios Atallah Hanna de Sebastia, et 13 autres théologiens des diverses Eglises chrétiennes de Palestine ont signé en décembre 2009 un document important intitulé « *Kairos Palestine* ». A travers ce document, ils interpellent les responsables politiques des sociétés palestinienne et israélienne, les chefs religieux juifs et musulmans, la communauté internationale et leurs "frères et soeurs dans nos Eglises" dans le monde sur la nécessité urgente d'une paix accompagnée de justice en Israël et Palestine.

10 décembre 2015